

# Des communautés-de-communs à Pointe-Saint-Charles

Anna Kruzynski, Université Concordia

Présentation à l'ACFAS au colloque « Commun(s): quels espaces, quels horizons en dehors de l'État et du marché? »

Tenu à l'Université McGill, le 11 mai 2017



Reconnaissance territoriale: L'Université McGill est située sur le territoire non cédé des Kanien'kehá:ka. Ces terres et ces eaux continuent de servir de point de rencontre et d'échange pour les nations autochtones. Je reconnait et respecte les Kanien'kehá:ka en tant que gardiens de la terre et des eaux sur lesquelles nous nous trouvons aujourd'hui (Wahéhshon, 2016).

NOTE IMPORTANTE: l'auteure travaille présentement à la rédaction d'un article scientifique à partir de cette présentation. Restez à l'affut: [www.concordia.ca/CED](http://www.concordia.ca/CED)

## LE DEVOIR

LIBRE DE PENSER

POINTE-SAINT-CHARLES

### Bâtiment 7, la fierté d'un quartier militant

*L'édifice industriel désaffecté connaîtra une nouvelle vie, au profit des citoyens*

21 avril 2017 | Marco Fortier | Actualités en société

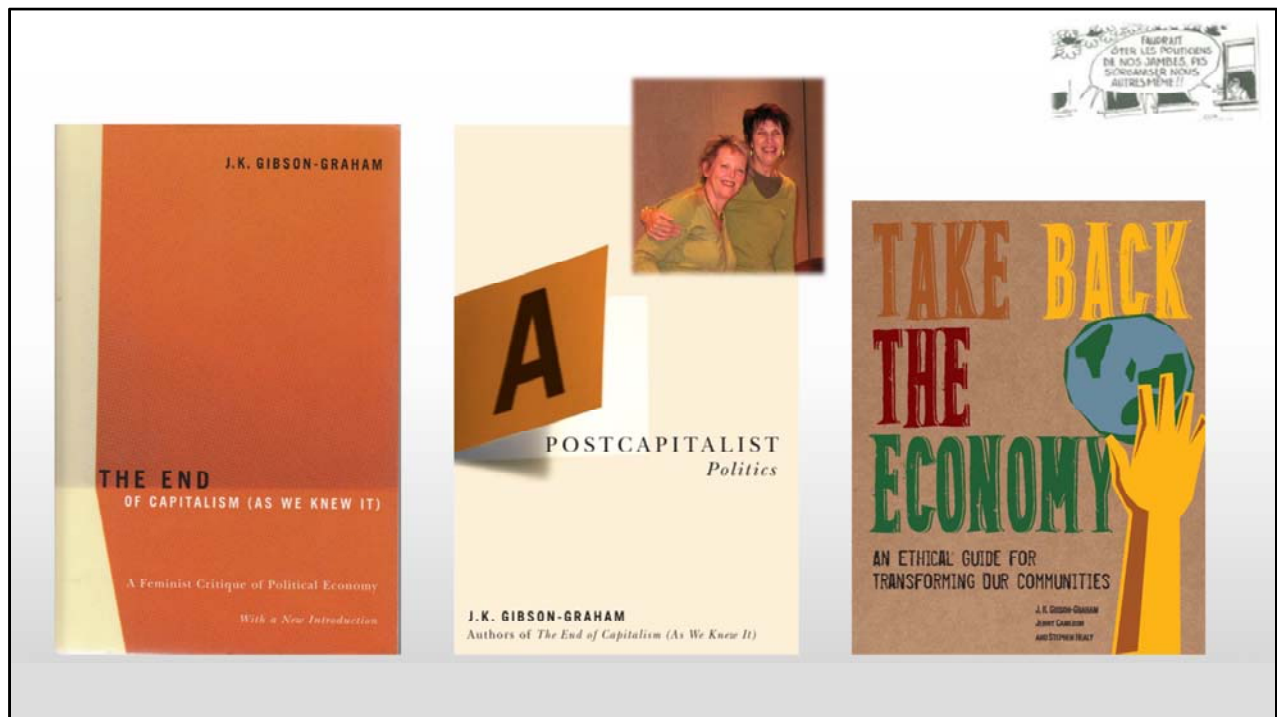
# Comment expliquer la succession de victoires récentes au profit des habitant.es du quartier?



Photo: Annik Pél de Carufel Le Devoir  
Judith Caver, chargée de projet, pose devant le Bâtiment 7.

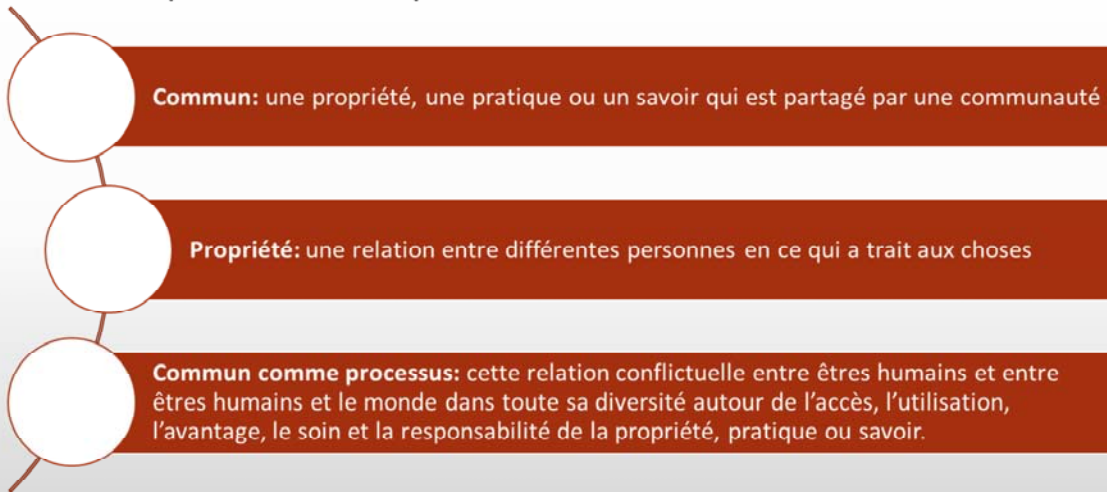
C'est un peu David contre Goliath : la victoire improbable d'un groupe de citoyens qui a réussi à s'appropriier un vieux bâtiment industriel de Pointe-Saint-Charles — le quartier champion de la résistance citoyenne — pour le rendre à la communauté.

- On me demande souvent pourquoi Pointe Saint-Charles est si militant, comment on fait pour gagner nos revendications... qu'on réussit, tant bien que mal, à sauver nos institutions populaires, à contrôler l'expansion de la gentrification tout azimut...
- J'aimerais explorer quelques concepts tirés du travail de J.K. Gibson-Graham autour de la propriété et du commun - et de voir si ces concepts peuvent nous aider à expliquer ce phénomène – ces multiples victoires de David contre Goliath – à Pointe-Saint-Charles.



- J.K. Gibson-Graham c'est le pseudonyme utilisé par feu-Julie Graham et Katherine Gibson. Ce sont des géographes féministes, spécialistes de l'économie politique.
- Elles ont développé tout un corpus théorique basé sur un travail empirique sur 30 ans qui est incarné par leurs trois livres phares.
- Aujourd'hui, le réseau des économies de communauté est très actif, avec plus de 140 chercheur.es engagé.es de par le monde.
- Je fais partie de ce réseau et mon collectif de recherche travaille à documenter les pratiques économiques, politiques et culturels des initiatives autogérées et autonomes qui œuvrent à la marge de l'économie sociale.
- La réflexion que je vous partage aujourd'hui fait partie de ce projet de recherche... Cependant, elle n'est pas basée sur la collecte de données empiriques, mais plutôt sur mes années d'expérience de militante directement impliquée dans les luttes de quartier.

## Quelques concepts



Source: Gibson-Graham, J.K., Cameron, Jenny & Stephen Healy (2013). *Take Back the Economy: An Ethical Guide for Transforming Communities*. Minneapolis: University of Minnesota Press

- J.K. Gibson-Graham nous propose de réfléchir les communs de la manière suivante:
  - **Commun:** une propriété, une pratique ou un savoir qui est partagé par une communauté
  - **Propriété:** une relation entre différentes personnes en ce qui a trait aux choses
  - **Commun comme processus:** cette relation conflictuelle entre êtres humains et entre êtres humains et le monde dans toute sa diversité autour de l'accès, l'utilisation, l'avantage, le soin et la responsabilité de la propriété, pratique ou savoir.
- Avant de décortiquer ces concepts, je vais vous parler de Pointe-Saint-Charles. On y reviendra à la fin.



## Communauté-de-commun: les communautés sont au cœur du processus d'élargissement des communs et elles sont elles-mêmes constituées par ce processus.

« Sans communs il n'y a pas de communauté; sans communauté il n'y a pas de communs »

- Source: Stephen Gudeman, 2001 : 27, cité dans Gibson-Graham, Cameron & Healy, 2016, traduction libre.

- Pointe-Saint-Charles est quartier ouvrier qui a été au cœur de l'industrialisation du Canada et, à partir de 1970 a fait face à une désindustrialisation massive.
- Dans la dernière décennie, un des plus gros enjeux est l'embourgeoisement. A cause de notre proximité du Centre-Ville, de l'abondance d'usines à reconverter, des prix de loyers et de maisons pas trop faramineux...
- Depuis les années 1960, des « communautés-de-communs » diversifiées existent, se construisent, se déconstruisent, se consolident, s'affaiblissent, pour se construire de nouveau.

## Une infrastructure solide de communs sur laquelle se construisent les luttes contemporaines...



Historique : ces communautés-de-communs à Pointe-Saint-Charles ont bâti toute une infrastructure de communs qui perdurent depuis les années 1970s...

- Un parc de logement social qui représente 30% du locatif
- Un pôle alimentaire avec notamment une épicerie solidaire, des jardins collectifs et des cuisines collectives
- Des institutions autonomes qui offrent des services : en santé, éducation défense de droit et justice.
- Des espaces de travail collectifs, salles de réunion
- Des instances politiques autonomes dont la table de concertation Action-Gardien



## Des communautés-de-commun qui sont au RDV!



En plus de cette infrastructure pérenne, les communautés-de-commun sont toujours au RDV quand le quartier fait face à des menaces...

- Les multiples tentatives de l'État d'intégrer nos institutions autonomes
- Les forces de la gentrification
- Les mesures d'austérité

## Trois exemples contemporains d'élargissement des communs



- Ceci est donc le terreau duquel émergent les 3 exemples contemporains que je vais discuter maintenant...
- Ce sont toutes des initiatives qui ont été initiées, au début, par la Pointe libertaire. Un collectif anarchiste qui travaille vers l'autogestion du quartier depuis 2005. J'en suis membre.





- Le premier exemple, c'est le jardin de la liberté
- Nous avons transformé une propriété étatique en libre accès qui était laissée à l'abandon et était envahie par l'herbe à poux, en jardin autogéré.

## Propriété privée individuelle



### Le Collectif Au pied du mur

Le Collectif est constitué de 10 personnes qui vivent à Pointe-Saint-Charles et qui se sont mises ensemble pour créer une œuvre murale sur le mur de soutènement de la voie ferrée du CN. Depuis novembre 2011, le collectif albâtre son œuvre collectivement. La réalisation de la murale s'est fait du 1er juin au 30 août 2013. 80m de long par 5m de haut, cela en fait l'une des plus longues murales à Montréal. Rejoignez-nous à [apieddumur.psc@gmail.com](mailto:apieddumur.psc@gmail.com)

octobre 2013

#### Collectif Au pied du mur – Déclaration sur la propriété intellectuelle de la murale

6 mai 2013.

L'œuvre de peinture murale peinte sur le mur de soutènement du CN, sur la rue Knox à Pointe-Saint-Charles, entre les rues Hibernia et Charon, est une réalisation du Collectif Au pied du mur, en collaboration avec la Pointe libérale et le Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles. L'œuvre a été conçue et dessinée par les membres du collectif, soit (en ordre alphabétique): Maude Benay-Dumont, Emilie Corbett, Patricia David, Geneviève Gingras, Alex Johnston, Shaen Johnston, Graciella Malaguti, Lucrécia Ochoa, Marcel Sévigny et Marco Silvestro. Il s'agit d'une œuvre collective indissociable du collectif qui l'a créé.

Aucune des personnes membres du collectif ne peut s'attribuer individuellement la création de l'œuvre. Aucune des personnes membres du collectif ne peut modifier, altérer, vendre l'œuvre ou créer des œuvres dérivées sans l'approbation explicite des autres membres du collectif.



- Le 2<sup>e</sup> c'est la murale communautaire
- Nous avons transformé un mur aveugle qui appartient au CN en une belle murale colorée et vivante, qui raconte l'histoire du quartier.

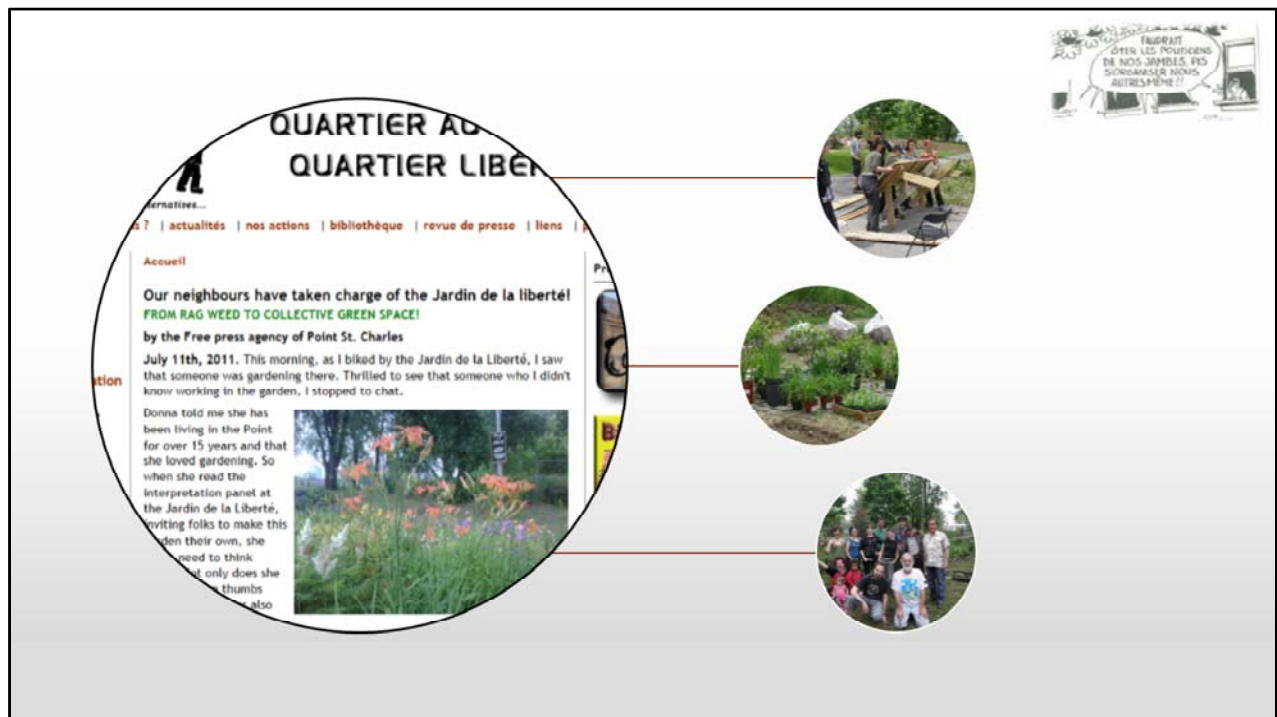


- Le 3<sup>e</sup> c'est le Bâtiment 7
- Nous avons mené une lutte qui a duré plus de 10 ans et nous avons réussi à exproprier un bâtiment de 90,000 pieds carrés et 1 millions de dollars d'un propriétaire capitaliste.
- Depuis 2 semaines, le transfert de propriété est officiel – il appartient maintenant au Collectif 7 à nous.
- Notre intention c'est d'y faire vivre toute une panoplie d'initiatives, de projets, de services et d'entreprises alternatives.



## Qui sont les communautés-de-communs?

- Autour de chaque initiative il y a une communauté-de-commun qui s'en occupe.



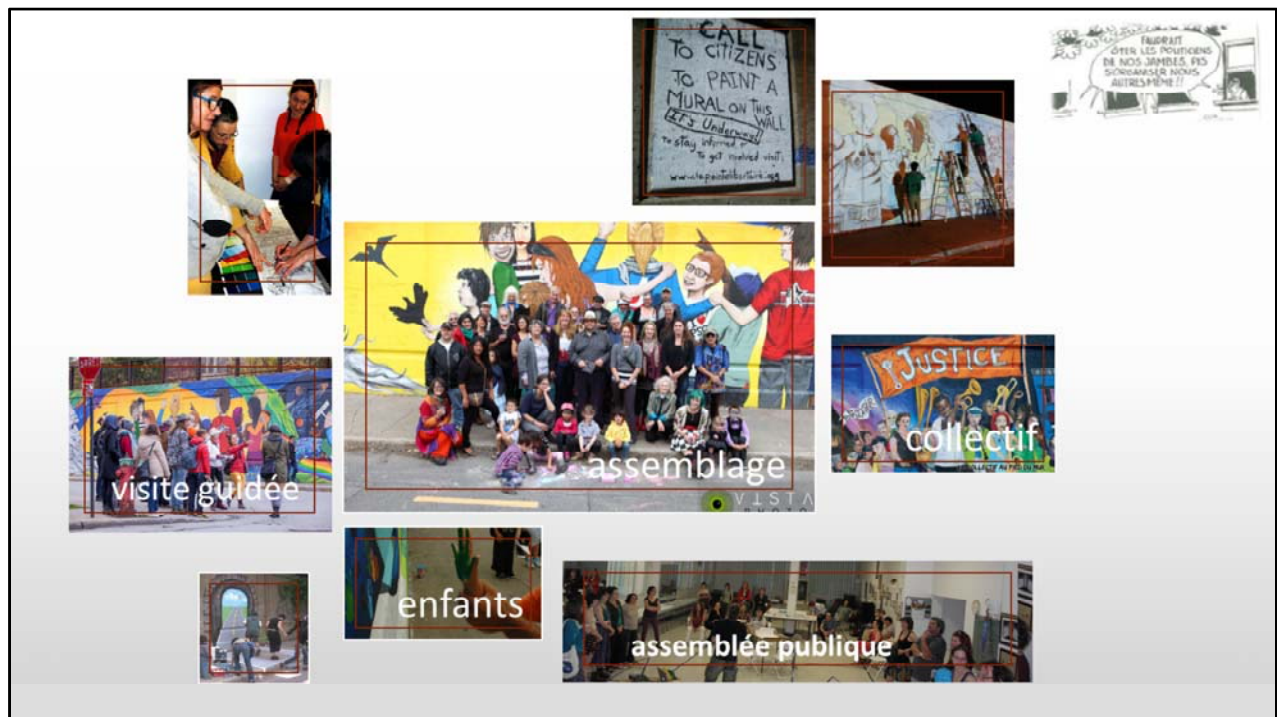
La communauté-de-commun qui s'occupe du Jardin de la liberté a évolué au fil des ans.

Au début c'était la Pointe libertaire et ses alliés.

Ensuite des voisines et voisins ont commencé à s'en occuper.

Il y a aussi des cols bleus, des fonctionnaires, des groupes communautaires du quartier...





La communauté-de-commun autour de la murale est très diversifiée et évolue elle aussi avec le temps

- Les premières tentatives étaient organisées par la Pointe libertaire.
- Il y a aussi des résident.es qui font quelques dessins
- Mais c'est le Collectif au pied du mur qui a vraiment pris en charge la réalisation de cette murale – composé de 10 artistes du quartier, 26 à 72 ans, toutes et tous première expérience de fresque
- 120 bénévoles, artistes locaux, voisins et enfants ont participé.
- L'arrondissement fait aussi partie de cette communauté, car elle a fourni les échafauds et des subventions
- La quincaillerie locale quand à elle a fait un rabais sur la peinture



La communauté-de-commun autour du Bâtiment 7 est encore plus diversifiée et plus vaste:

- Le CSA
- Le Collectif 7 à nous
- Les travailleurs et travailleuses rémunérés
- Les voisins et voisines organisés en Opérations populaires d'aménagement
- Les amilitant.es
- Le Maire, les fonctionnaires de l'arrondissement
- Les architectes
- Et maintenant, la communauté-de-commun se complexifie, se rétrécit et s'élargit en même temps... maintenant au cœur de la communauté sont aussi les forces vives organisées qui vont faire vivre le Bâtiment 7... le brew-pub les Sans-Tavernes, l'épicerie le Détour, la fonderie artistique La Coulée, le Youth led coop et les différents ateliers collaboratifs...

# De Take Back the Economy...



Manières d'élargir les communs					
Accès	Utilisation	Avantage	Soin	Responsabilité	Propriété
Étroit	Restreint par propriétaire	Privé	Performé par propriétaire ou ses employés	Pris en charge par propriétaire	Privée individuel Privée collectif Étatique
Partagé et large	Négocié par une communauté	Distribué largement aux membres d'une communauté (et au-delà)	Performé par les membres d'une communauté	Pris en charge par les membres d'une communauté	Toutes sortes de propriétés (privée, étatique, collective, libre accès)
Pas de restriction	Ouvert et non-régulé	Qui trouve, garde	Aucun	Aucune	Libre accès Étatique

Transformer en commun la propriété clos

Créer de nouveaux communs

Gérer les ressources en libre accès

Revenons maintenant pour un instant à cette idée de commun comme processus. Suivant le travail de J.K. Gibson-Graham, toutes les types de propriété peuvent être transformées en commun:

- On peut transformer en commun des propriétés qui sont closes
- On peut gérer les ressources en libre accès
- On peut créer de nouveaux communs

Les 3 exemples dont on parle aujourd'hui sont engagés dans ce processus d'élargissement des communs à partir de différents types de propriétés, tel que discuté plus tôt.



- Les différentes communautés-de-communs – autour du jardin, de la murale et du Bâtiment 7 - sont engagés dans un processus politique continue... qui est traversé de rapports conflictuels, de débats, de points de tensions – autour de l'accès, l'utilisation, l'avantage, le soin et la responsabilité de ces propriétés, de ces communs.
- Je n'ai pas le temps d'y aller dans le détail de l'analyse ici, mais je vous donne un aperçu de ces rapports en lien avec chacun des exemples

2008

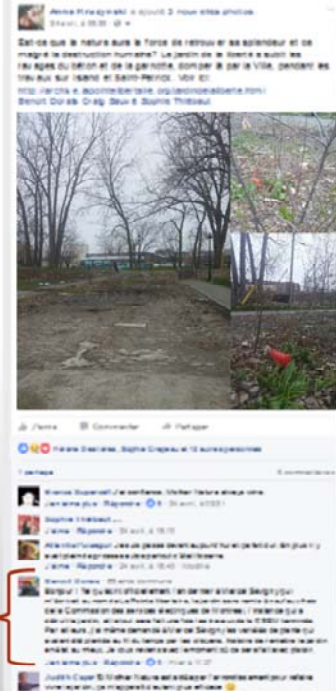
Une fois son «action Jardins» réalisée, le collectif de la Pointe libertaire souhaitait que les propriétaires officiels du terrain s'en occupent. Un peu comme s'il disait: «Nous plantons. Arrosez maintenant!» Mais l'arrondissement du Sud-Ouest ne l'entendait pas ainsi. Bien que l'on dit apprécier en général les gestes de citoyens pour embellir la ville et que l'on consente même parfois à les aider, ce geste-ci fait sourciller. «Il y a beaucoup de provocation dans cette histoire», dit Claudette Lalonde, porte-parole de l'arrondissement. Pas question pour la Ville d'entretenir ce jardin, dit-elle. «On les ignore. On les laisse aller et c'est tout», ajoute-t-elle, en précisant que l'arrondissement n'a pas «à se mêler de controverse politique».

Le plus ironique dans tout ça, c'est qu'en adoptant cette attitude de non-ingérence, les autorités municipales reconnaissent sans le vouloir ce qu'elles désiraient ignorer, soit la naissance officielle de la République autonome (et fleurie) de Pointe Sainte-Charles. Une structure de plus, oui, dans notre ville déstructurée par de trop nombreuses structures. Mais au moins, c'est une structure fleurie, qui suscite une intéressante réflexion.

2017



**Benoît Dorais.** Bonjour ! Tel qu'écrit officiellement l'ancien dernier à Marcel Sévigny, qui m'écrivait au nom de La Pointe libertaire, le jardin sera remis à neuf aux frais de la Commission des services électriques de Montréal, l'instance qui a détruit le jardin, et le tout sera fait une fois les travaux de la CSEM terminés. Par ailleurs, j'ai même demandé à Marcel Sévigny les variétés de plante qui avaient été plantés au fil du temps par les citoyens, histoire de remettre le jardin en état au mieux. Je vous reviens avec le moment où ce sera fait avec plaisir.



Le jardin est un exemple typique de ces rapports conflictuels... Dès le début, la communauté-du-commun, sous le leadership de la Pointe libertaire:

- Prend en charge le soin de ce jardin afin d'élargir l'accès à ce terrain – en éliminant l'herbe à poux et en plantant des vivaces, on a élargi l'accès à un espace vert sain.
- Nous avons, en 2008, demander à l'arrondissement d'en prendre la responsabilité, de le zoner vert officiellement pour qu'il ne soit pas détruit dans la foulée de construction de condos.
- On voit clairement apparaître ce débat éthique sur la responsabilité dans l'extrait de l'article de madame Elkouri paru dans la Presse: « *Bien que l'on dit apprécier en général les gestes de citoyens pour embellir la ville et que l'on consente même parfois à les aider, ce geste-ci fait sourciller. « Il y a beaucoup de provocation dans cette histoire», dit Claudette Lalonde, porte-parole de l'arrondissement. Pas question pour la Ville d'entretenir ce jardin, dit-elle. «On les ignore. On les laisse aller et c'est tout», ajoute-t-elle, en précisant que l'arrondissement n'a pas «à se mêler de controverse politique».*
- L'arrondissement nous a non seulement ignoré, mais nous a mis des bâtons dans les roues: ils nous ont envoyé un mot pour nous dire d'enlever les plantes car ils allaient raser le jardin – on a refusé publiquement et ils ne l'ont pas fait.
- On a continuer, d'année en année à organiser des corvées à l'automne et au



printemps, donc à prendre soin de notre jardin.

- Le débat éthique a continuer suite à des actes de vandalisme – des arbustes ont été volés et la table qu'on avait construite a été brisée en milles morceaux. On a installé une table plus solide et on a planté de nouveaux arbustes. On a ajouté un panneau d'interprétation pour expliquer l'intention du jardin et d'enjoindre les gens à s'en occuper, pas à le détruire. Le vandalisme gratuit a cessé.
- Cependant, à l'automne dernier, la Commission des services électriques de Montréal a complètement démoli le jardin en y entreposant des équipements et matériaux lourds... On voit ici la réponse du Maire Benoît Dorais à ma missive sur Facebook il y a quelques semaines – le jardin sera remis à neuf par la Commission fautive.
- Entre temps, l'arrondissement a cédé à notre revendication – le Jardin de la Liberté est maintenant zoné vert.



Les débats éthiques sur l'utilisation, les avantages et le soin de ce mur aveugle sont entamés depuis des décennies:

- Il y a une dizaine d'année, la Pointe libertaire a organisé une première activité de peinture collective dans le cadre d'une activité du quartier – on a peint un trompe l'œil.
- Après ça, Marco Silvestro et moi avons décidé de continuer à élargir la murale – vous voyez en haut à gauche le dessin que nous avons fait – mais la police n'a pas aimé ça et nous a interpellé – on est alors accusé.es de méfaits, de dommages de 5,000\$ ou plus. Je n'ai pas le temps de raconter toute l'histoire – mais suffit de dire que j'ai négocié avec le CN la permission de faire une murale collective sur leur mur - pendant ce temps on préparait notre auto-défense pour le procès – on a réussi à signer une entente avec le CN un peu avant la date de comparution – on s'est pointé.es au pro format avec l'entente en main – le procureur était ébahi – il a appelé le CN – qui a retiré sa plainte.
- Par la suite – la communauté-des-communs autour de la murale s'est élargie de manière significative.
- Les débats éthiques depuis la réalisation de la murale continuent:
  - Un jour apparaît un graff sur le visage de la femme noire – on recouvre en blanc le visage – clairement un acte raciste – rapidement la communauté-de-commun se rassemble avec des pancartes dénonçant le racisme et participent à la réparation de l'œuvre – une bannière anti-fa apparaît sur le viaduc, ainsi que plusieurs graffs antiracistes. Jamais on aura autant parlé de racisme à la Pointe!

Ce qui est arrivé ici, c'est que la communauté-de-commun a décidé que malgré l'accès large et partagé de la murale aux gens du quartier et au-delà, les racistes ne peuvent pas utiliser ce mur...

- Plus récemment, un graff apparaît sur les danseurs – on recouvre uniquement les fleurs de lys et les trèfles – s'agit-il d'un message anticolonial, ou encore, une critique du nationalisme et des frontières? En tout cas, c'est sujet de discussion entre voisin.es. Et il n'a pas encore été effacé par la communauté qui s'en occupe...



Le Bâtiment 7 est un exemple beaucoup plus complexe. C'est une lutte qui a duré une dizaine d'année, pleine de tensions et de débats éthiques! J'en nomme quelques-uns seulement:

- Le Centre social autogéré, dès 2007 s'embarque dans un processus constant d'élargissement des communs... en 2009, on squat une manufacture de chandelle abandonnée sur les abords du Canal Lachine qui était destinée à être transformée en mur de condos. Le squat a duré 24 heures et a été expulsé manu-militari par les forces de l'ordre. Malgré ceci, pendant 24 heures, on a élargi l'accès à cet espace privé à toutes et tous, on s'est mis à négocier, ensemble, l'utilisation des lieux et on s'est mis à en prendre soin – on a nettoyer, mis en place un cuisine, des toilettes composte, un dortoir et un stage. Aujourd'hui il y a des condos sur cet emplacement, certes, mais aussi un parc public qui a été baptisé le parc Madeleine Parent, après la grande syndicaliste féministe qui a beaucoup milité dans le sud-ouest de Montréal.
- Par la suite, avec le Collectif 7 à nous, le CSA participe activement à la campagne qui a mené à l'expropriation populaire du Bâtiment 7. Notre contribution principale à cette lutte a été d'organiser des mini-squats sur le terrain du Bâtiment 7: tire sur neige, un BBQ, un marché publique, une soirée cinéma, etc. En faisant vivre des activités sur un terrain abandonné, on élargissait l'accès, on négociait l'utilisation et on en prenait soin. Non seulement on construisait un rapport de force – qui est nécessaire dans cet assemblage politique autour du Bâtiment 7 – mais on construisait aussi la communauté-

de-commun – à la longue, de plus en plus de personnes se sentaient « chez eux, chez elles » sur ces terrains.

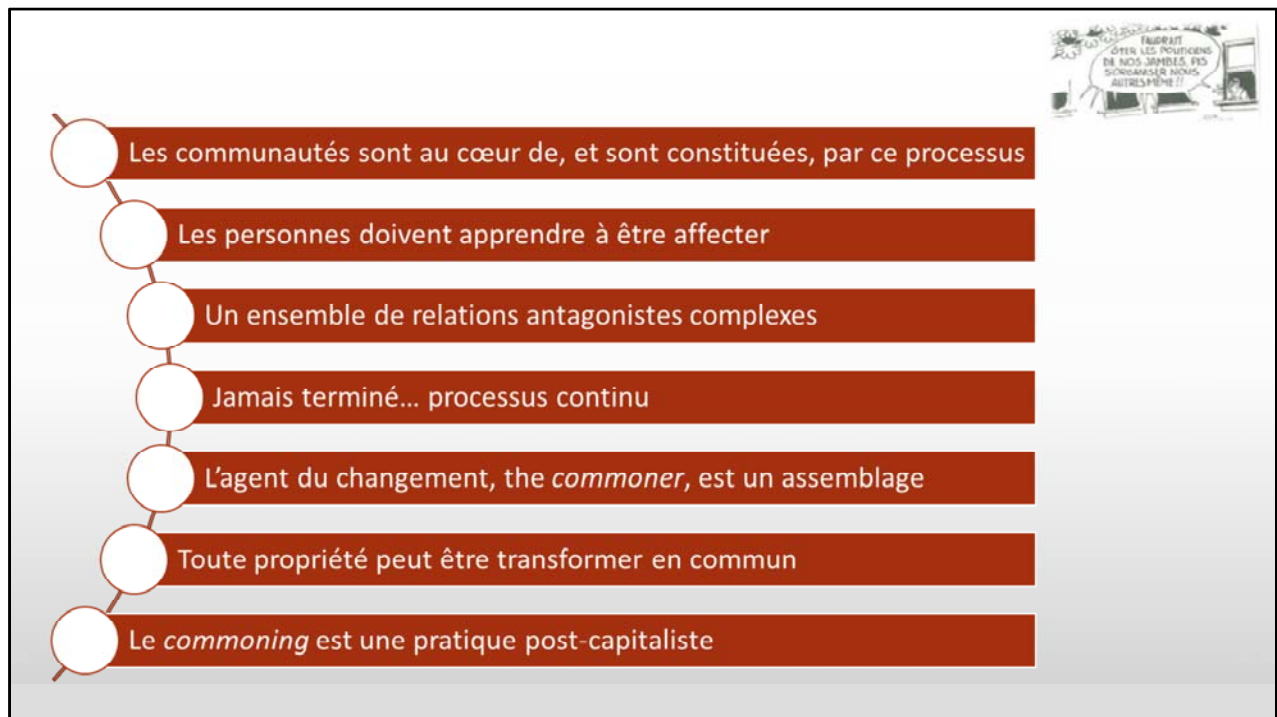




## Quelles sont les implications de cette manière de concevoir les communs?

Source: Gibson-Graham, J.K., Cameron, Jenny and Stephen Healy (2016).  
Commoning as a postcapitalist politics. In Ash Amin (Ed.), *Releasing the Commons: Rethinking the futures of the commons*. Routledge.

Gibson-Graham, Cameron et Healy discutent des implications de cette manière de concevoir les communs... Je les présente ici, car je trouve qu'elles s'appliquent toutes aux exemples que j'ai utilisé dans cette présentation...



1. Les communautés sont au cœur du processus d'élargissement des communs et elles sont elles-mêmes constituées par ce processus.
2. Pour qu'émerge une communauté de communs, les personnes doivent apprendre à être affectés
3. Le processus d'élargissement des communs est en fait un ensemble de relations antagonistes complexes
4. Le processus de *commoning* n'est jamais terminé. Il s'agit d'un processus continu.

***Et là je vais rentrer dans les implications plus controversées de cette manière de penser la transformation sociale... Je vous invite au débat!***

5. « L'agent du changement, the *commoner* n'est plus (ou ne l'a jamais été) une personne ou une catégorie de personnes (par exemple, la classe ouvrière), mais plutôt un *assemblage* ». Dans les 3 exemples, on voit que cette communauté-de-commun rassemble une diversité d'acteurs de l'extrême gauche, aux groupes communautaires, aux fonctionnaires, aux politiciens, aux entrepreneurs locaux et j'en passe.
6. Toutes les types de propriétés peuvent être transformer en communs. Et peu importe le type de propriété, si une communauté ne s'en occupe pas, il y a risque de

rétrécissement du commun.

- Le CN pourrait décider un jour d'enlever la murale sans consulter personne... cependant, les chances sont très grande que les voisin.es s'en apercevront et que la communauté-de-commun sera averti.
- Mais le risque est aussi là avec la propriété publique - nous avons vu que le jardin a été complètement détruit par la Ville; il nous faut une communauté pour s'assurer que le jardin soit remis à neuf.
- Le Bâtiment 7 est aujourd'hui une propriété collective – mais qui va décider de l'accès, de l'utilisation, des avantages? Qui va en prendre soin? Qui sera responsable? Même avec une propriété collective on n'a pas de garanti que la propriété sera gérée en commun...

7. Le *commoning* est une pratique post-capitaliste

- J.K. Gibson-Graham nous mettent au défi de sortir de la pensée capitalocentrique... de tout penser en relation avec le capitalisme.
- Le commun est souvent associé à un type de propriété: le propriété privée serait du capitalisme; la propriété étatique serait du socialisme et la propriété commune serait du communisme.
- J.K. Gibson-Graham clament que cette manière de cadrer les communs nous enchâsse dans des abstractions légales et formelles. Nous enferme dans un tout ou rien qui est souvent immobilisant quand on veut changer le monde.
- Elles nous encouragent à réfléchir les communs comme une question empirique – à savoir si les communs se rétrécissent ou si ils s'élargissent. Ceci nous permet de rendre visible la diversité de pratiques d'élargissement des communs en lien avec différentes types de propriété. Comme je l'ai fait aujourd'hui.
- Merci!